

**Service Domaine Public**

Affaire suivie par le service SIE  
Tél. : 04.90.71.96.49. / Fax : 04.90.71.99.70.  
Courriel : p.vivat@ville-cavaillon.fr

**ARRETE N° 2022/634 AT**  
**Portant restriction temporaire de la circulation**  
**Rue Paul Bert**  
**à l'occasion de travaux du 16 août 2022 au 31 octobre 2022**

Le Maire de Cavaillon,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.22136,  
Vu le Code de la route, et notamment les articles R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,  
Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,  
Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,  
Vu l'arrêté n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,  
Vu l'avis du service infrastructures et équipements,  
Vu la demande formulée par l'entreprise GIORGI SAS, 177 rue Jean Monnet, 84300 Cavaillon, agissant pour le compte de la ville de Cavaillon, en vue d'effectuer des travaux de mise en discrétion des câbles Enedis et Orange,  
Considérant que pour permettre le bon déroulement du chantier, il y a lieu de réglementer la circulation sis rue Paul Bert,  
Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

**ARRETE**

**Article 1** : En raison des travaux effectués par l'entreprise GIORGI SAS, du 16 août 2022 au 31 octobre 2022 inclus, la circulation des véhicules sera interdite au droit des travaux. Une déviation par la rue Poissonnerie et Grand Rue sera mise en place par le demandeur.  
La vitesse de circulation des véhicules pourra être abaissée à 30 km/h.  
L'entreprise est autorisée à occuper le domaine public sur les trottoirs et accotements au droit des travaux.  
La circulation des piétons sera déviée et sécurisée en amont et en aval du chantier.  
A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

**Article 2** : L'entreprise informera la Police Municipale au 04 90 78 21 38 : du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers en laissant les coordonnées du responsable du chantier.

**Article 3** : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.  
La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

**Article 4** : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, selon le manuel du chef de chantier, sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

**Article 5** : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

**Article 7** : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

**Article dernier** : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise GIORGI SAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Cavaillon, le **22 JUL. 2022**  
Pour Le Maire et par délégation,  
Le Directeur général des services,



Frédéric MAUREL

*Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.*

Notifié, affiché ou publié le : .....**22 JUL. 2022**

Signature si notification